CAUSES COMMUNES

BIMESTRIEL DES SOCIALISTES
VILLE DE GENÈVE

B-ECONOMY
500475137
P.P.
1205
Plainpalais

Livre à vous

FÉVRIER 2013 29

LE LIVRE OU LE COMA

SYLVAIN THÉVOZ,
CONSEILLER MUNICIPAL,
ILLUSTRATIONS ALOYS

Le 11 mars 2012, le peuple suisse refusait de soutenir la réglementation du prix du livre. Néanmoins, Genève et tous les cantons romands montraient clairement leur souci d'assurer la pérennité de la chaîne du livre, de l'auteur au libraire en passant par l'éditeur, en disant OUI au prix unique à plus de 66% ! Un an pratiquement après le refus par le peuple d'instaurer ce prix unique du livre (qui n'aurait pas coûté un centime en subvention ou en intervention étatique), la situation du marché, des métiers et des politiques du livre mérite un examen attentif.

Pas de démocratie sans livres sans presses et sans lecteurs

Il ne peut y avoir de démocratie et de conscience politique sans livres, sans presses et sans lecteurs. La place du livre est fondamentale dans l'élaboration d'une pensée critique et diversifiée. Le livre et les métiers liés à l'écrit doivent être défendus afin d'assurer leur pérennité face au totalitarisme économique qui rend non-viable toutes les entreprises ne créant pas de surprofit. A Genève, les librairies Forum, Artou, Panchaud et Descombes, et tout récemment la librairie du Musée d'Art et d'Histoire, ont fait les frais du tout profitable. Le rôle des collectivités publiques est central pour faire contrepoids à l'aveuglement du marché pour lequel boîte de conserve, livre ou shampooing, c'est du pareil au même. Les prix excessivement élevés des loyers menacent la survie des petites entreprises culturelles. L'entreprise Amazon, pour ne citer qu'elle, pratique du dumping pour vendre moins cher des produits-livres stéréotypés et contourne la loi pour expédier sans frais de port ses produits. Mais quand il n'y aura plus de librairie, quand le monopole sera atteint par les requins du livre, de combien seront alors majorés ce que nous n'oserons peut-être même plus nommer des livres ? La presse écrite n'est pas épargnée par les appétits monopolistiques. On parle d'un seul quotidien romand labellisé Tamedia à l'avenir. Le Temps a annoncé fin 2012 le licenciement préventif d'une quinzaine de collaborateurs alors que le journal est dans les chiffres noirs. Les médias suisses ont supprimé sans concertation leur convention collective de travail avec leurs employés. Sans résistances de notre part, nous allons vers un marché sans diversité, sans concurrence, avec des libertés de choix extrêmement réduite pour les consommateurs. Est-ce vraiment ce que nous voulons ?

Un parti socialiste qui se livre

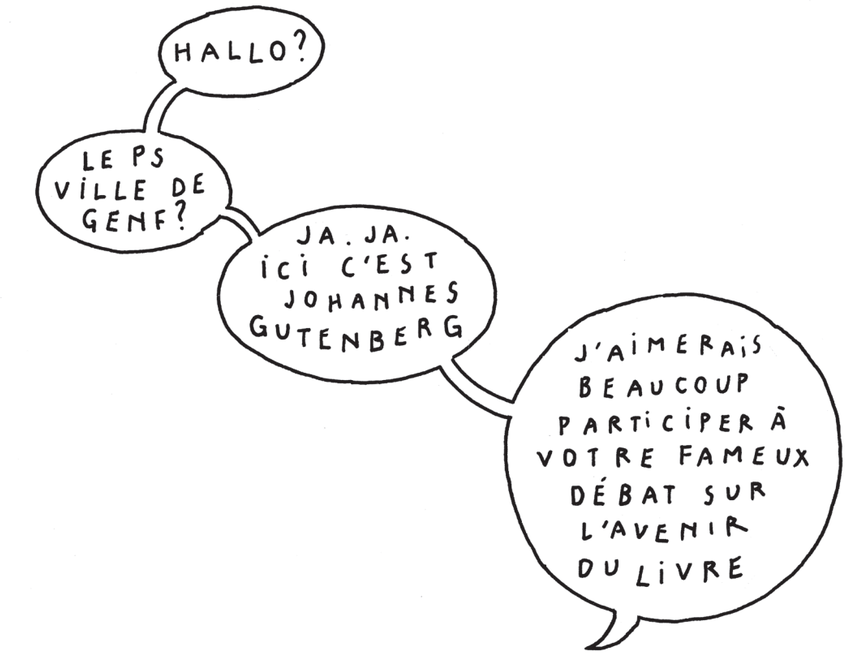
L'écrit est constitutif d'un héritage, d'une histoire commune et d'un horizon. Il est subversif et révolutionnaire par les assemblages collectifs qu'il facilite. La lutte contre l'uniformisation des medias culturels, la standardisation des modes de consommation, et la sériation de l'offre est ouverte. L'accès privilégié à la culture pour toutes et tous, le soutien à de petites entreprises formatrices fournissant à des producteurs de culture de proximité des plateformes d'expression doivent être développés. Le parti socialiste Ville et Canton, a lancé deux motions en 2012 pour répondre au souhait de la population de maintenir des librairies de proximité et des vitrines de promotion pour les auteur-e-s suisses à prix garantis. Ces motions seront traitées cette année. Le parti socialiste défend des politiques novatrices pour le livre, en étudiant par exemple la possibilité d'attribuer des labels de qualité aux librairies, ou de valoriser les auteurs par le biais de lectures rémunérées dans des écoles. Il agit pour sauver les petites entreprises culturelles et les acteurs de proximité. Le filet des idéologies ne s'est pas envolé, il s'est resserré. Les espaces de temps libre pour les cerveaux ne doivent pas être laissés aux entreprises asphyxiant la diversité. Microéditions, festivals, librairies, salons, lectures, débats, rassemblements doivent être soutenus pour maintenir les consciences éveillées et entretenir le tonus du débat démocratique.
En espérant faire acte de résistance et d'innovation en partageant ce vingt-neuvième numéro de Causes Communes sur édition papier, nous vous souhaitons, pages après pages, plaisir et enrichissement à sa lecture.

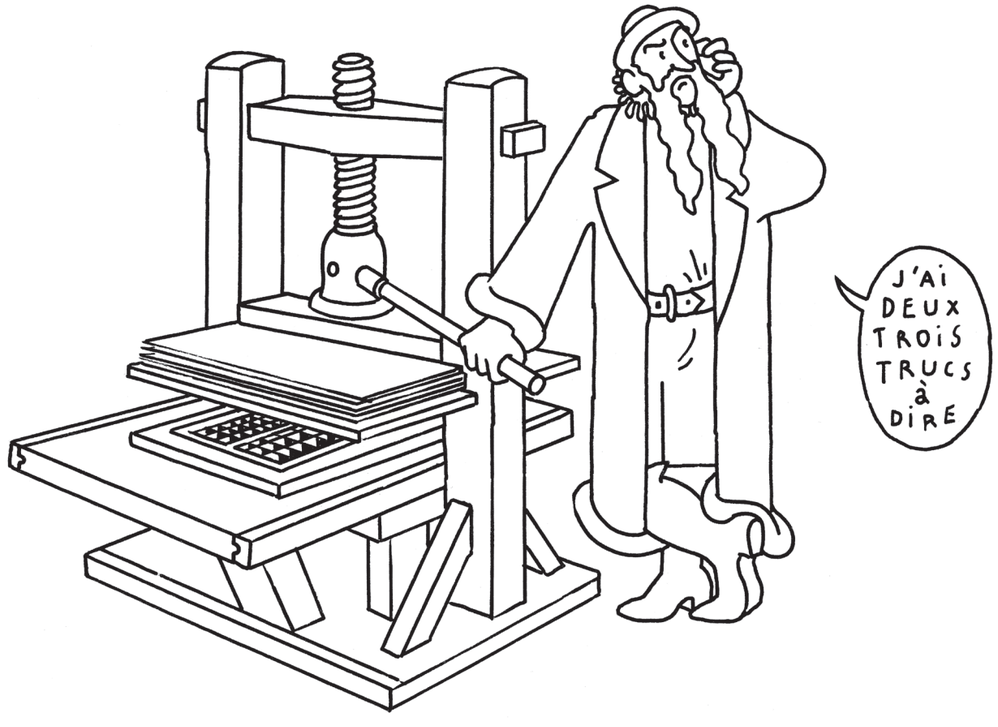
CAUSES COMMUNES

BIMESTRIEL ÉDITÉ PAR LE PARTI SOCIALISTE DE LA VILLE DE GENÈVE
15, rue des Voisins
1205 Genève

www.ps-geneve.ch
coline.desenarclens@ps-geneve.ch

Coordination rédactionnelle : Sylvain Thévoz. **Comité de rédaction :** Virginie Keller, Félicien Mazzola, Coline de Senarclens, Sylvain Thévoz
Ont collaboré à ce numéro : Isabelle Brunier, Olivier Coste, Dominique Diserens, Sylviane Dupuis, Pascal Holenweg, Sami Kanaan, Romain Kull, Aloys Lolo, Dorothée Marthaler Ghidoni, Liliane Maury Pasquier, Nadia Méric, Gabriel de Montmollin, Sandrine Salerno, Isabelle Sbrissa, Coline de Senarclens, Virginie Studemann, Manuel Tornare.
Graphisme, maquette et mise en page : atelier supercocotte, www.supercocotte.ch
Impression : Imprimerie Nationale, Genève. **Tirage :** 3000 exemplaires sur papier recyclé.





GENÈVE, UNE RÉPUBLIQUE DES LIVRES ?

ISABELLE BRUNIER
HISTORIENNE

A l'instar d'autres villes d'Europe, mais peut-être plus que d'autres, Genève entretient un lien fort avec le monde du livre, et cela dès les débuts de l'imprimerie. Cette relation a cependant été fluctuante, alternant des périodes fastes et brillantes avec des moments de retrait.

Des précurseurs médiévaux

Dès la seconde moitié du XVe siècle, après l'invention de la typographie par l'orfèvre de Mayence, Gutenberg, de nombreux imprimeurs allemands essaimèrent à travers l'Europe, principalement vers les centres intellectuels (les universités, couvents ou cours de princes éclairés). Certains, sans doute à la recherche de débouchés, s'arrêtèrent à Genève, importante ville de foires entre Allemagne, France et Italie, comme Adam Steinschaber, qui imprima les premiers livres genevois en 1478. Cette année-là, il produisit quatre ouvrages dont le premier roman illustré imprimé en français : Le livre de la belle Mélusine. Après lui, le Genevois Louis Cruse, le Français Jean Belot et d'autres installèrent plus durablement leurs ateliers dans la ville, offrant à la clientèle, locale ou non, missels, bréviaires, manuels mais aussi calendriers et livres de médecine populaire. Les métiers liés, tels les fabricants de papier et les relieurs bénéficièrent également des retombées de cette industrie naissante.

La Réforme, un catalyseur pour la production

La traduction de la Bible en langue «vulgaire» et la technique de multiplication des textes à meilleur marché grâce à l'imprimerie font de Genève un important centre de diffusion des idées, véhiculées par les livres que l'on y fabrique. Les éditions de la Bible, conformes à la nouvelle doctrine, se succèdent, non seulement en français, mais aussi en latin, anglais, italien, espagnol, hébreu. De nombreux imprimeurs réformés français s'établissent dans la ville et les libraires occupent les abords de l'ancienne cathédrale Saint-Pierre et de la Madeleine. L'exportation des livres, libre ou clandestine, permet de propager les principes de la Réforme à grande échelle. Dans le même temps, avec la construction du Collège est créée l'ancêtre de la Bibliothèque de Genève, grâce au dépôt légal qui obligeait, et oblige toujours, les imprimeurs à offrir au minimum un exemplaire de chaque livre sorti de presse à la nouvelle institution. Aux XVIe et XVIIe siècles, les Estienne, père et fils, Jean Crespin, Jean de Laon, Jean de Tournes, fournirent, par la grande qualité de leur production, - textes religieux, traités de médecine, chroniques ou relations de voyage - leurs lettres de noblesse à l'édition et à l'imprimerie genevoise.

L'intense activité des Lumières

Au XVIIIe siècle, période pourtant troublée sur le plan politique, la vie culturelle et scientifique genevoise augmente la prospérité et la renommée de l'industrie du livre genevoise. Les savants que la ville recèle – les Cramer, de Saussure, Candolle et autres Bonnet – peuvent compter sur les services de nombreux imprimeurs et libraires pour produire des livres de qualité et diffuser leurs découvertes. La qualité du papier et de l'impression, la collaboration avec des artistes pour les illustrations permettent de soutenir la concurrence étrangère et la production genevoise compte parmi les premières d'Europe, durant cet âge d'or.

Une industrie déclinante

Malheureusement, dès l'occupation française, et durant le XIXe siècle, l'industrie naguère florissante retombe à un état plus artisanal, satisfaisant les seuls besoins locaux. A la fin du XIXe, l'imprimerie genevoise reconquiert son ancienne place dans la vie économique et culturelle. Quant à la suite, aux XXe et XXI siècles, les changements survenus dans les techniques d'impression et les coûts de transport ont certainement fait perdre à Genève le rôle qu'elle avait pu avoir. Les Genevois de tous âges continuent cependant de fréquenter assidûment bibliothèques et librairies et, chaque année, le Salon du Livre !

LA RÉVOLUTION EN LISANT

PASCAL HOLENWEG
CONSEILLER MUNICIPAL

Les livres ne font pas les révolutions, mais les révolutions ne se font pas sans qu'à leur source, même imperceptible, il y ait quelque livre : l'Encyclopédie et le Contrat Social ne font pas 1789, mais 1789 ne se comprend pas sans la première ni ne se concrétise sans le second. Les analphabètes se révoltent, ils ne révolutionnent pas, et leurs révoltes ne deviennent révolution que captées, détournées, récupérées par ceux dont la culture est faite des livres qu'ils ont lus et médités : Calvin, Robespierre, Lénine, Mao, sont rats de bibliothèques.

Horizon historique

Et puis, il n'y a pas de révolution sans quelque foi en quelque sens de l'histoire : on ne fait pas une révolution quand on pense que l'histoire n'existe pas, ou qu'elle n'est qu'un éternel recommencement, un bégaiement, la récurrence incessante des mêmes moments successifs. Ce sens de l'histoire, d'où diable (le mot s'impose) nous tombe-t-il ? du Livre. De la Bible, des Evangiles, du Coran, de cette idée qu'il y a un commencement à l'histoire, et une fin de l'histoire, et entre les deux un mouvement qui nous mène de rien à la perfection. Enlevez Dieu de la Bible (c'est indispensable pour qu'elle nous serve encore à quelque chose), vous avez le Manifeste Communiste. Privez le Vicaire Savoyard de son Dieu, il vous écrira le Contrat Social.

Deux révolutions

Notre histoire se déroule comme s'il n'y avait jamais eu en elle que deux révolutions : l'invention de l'écriture, l'invention de l'imprimerie. Et que tout ce qu'ensuite elle a considéré comme des révolutions n'était en somme que la résultante, la conséquence logique, de ces deux révolutions premières, fondamentales : celle qui donne aux humains la possibilité de faire entendre leurs mots bien après leur mort et de transmettre leurs idées telles qu'ils et elles les ont formulées, et couchées sur les tablettes d'argile, les papyrus, les parchemins, le papier, les fichiers informatiques... et celle qui permet à ces mots et ces idées d'être diffusées en autant d'exemplaires semblables les uns aux autres qu'il y a d'hommes et de femmes dissemblables les un-e-s aux autres, mais toutes et tous capables de les lire, de les comprendre, et d'en faire des armes.

Mille millions de révolutionnaires

Dans nos pays, l'imprimerie a commencé par diffuser la Bible -et cette révolution première provoqua l'une de ses révolutions conséquentes, la Réforme chrétienne- puis elle a diffusé l'Encyclopédie, et le Contrat Social, et le plaidoyer de Voltaire pour Calas -et cela a nourri la possibilité d'une autre révolution conséquente, celle, archétypique, de 1789, de laquelle toutes les suivantes s'inspirèrent -en prenant au mot l'injonction d'un autre livre, encore, de Sade : *Encore un effort pour être républicains.* Ou révolutionnaires, ce qui, à l'époque, revenait au même.

Rien ne vient jamais de nulle part, et la phrase la plus incongrue de *l'Internationale* est bien « du passé faisons table rase » : les révolutionnaires, même lorsqu'ils prétendaient faire leur cette incongruité, n'agirent jamais qu'en puisant dans le passé les enseignements qui leur étaient utiles, à commencer par ceux des révolutions vaincues. D'où leur venaient ces enseignements ? d'une tradition orale ? Non : elle leur était transmise par des livres, qui eux-mêmes en transmettaient d'autres. Et ce n'est pas un hasard si les pires régimes s'instaurent et se consolident par des autodafés, que les églises compilent des index, que les nazis brûlent des livres, que les staliniens les interdisent, que les Khmers rouges assassinent à la pioche tous ceux qui sont capables de lire autre chose que ce que l'Angkar autorise...

Le livre rend libre.

VALEURS DE LA LITTÉRATURE ROMANDE

ENTRETIEN NADIA MÉRIC
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINTE
DU PARTI SOCIALISTE GENEVOIS
PHOTO JEAN MOHR

Poète, écrivaine, dramaturge, enseignante au Collège Calvin et à l'Université de Genève (pour la littérature romande, deux heures par semaine), Sylviane Dupuis parle de la littérature avec passion. Co-fondatrice et ancienne présidente de la MLG (Association pour une Maison de la littérature à Genève), qui fusionne ces jours avec la fondation de l'Espace Rousseau pour se fondre dans la MRL, elle est aujourd'hui membre du conseil de fondation de la Maison de Rousseau et de la Littérature, ouverte début 2012.

Nadia Méric : Quelles sont les problématiques que rencontrent les acteurs du livre ?

Sylviane Dupuis : Genève est une vraie ville littéraire, mais qui l'ignore. Etonnamment, elle a très peu conscience de soi en tant que ville suisse ou ville de littérature (et pourtant, pensons à Rousseau, Amiel, Cohen, Musil, Borges, Alice Rivaz, Bouvier…). C'est tout récemment que l'étude d'au moins une œuvre suisse romande a été inscrite dans la liste des œuvres à étudier pour la Maturité.
Si le nombre de lectrices et de lecteurs potentiels est limité (en raison du petit nombre de francophones), il existe un lectorat de grande qualité, en Suisse romande. Malgré cela, les maisons d'éditions qui ne peuvent pas être diffusées en France connaissent des difficultés. Il y a bien sûr de grandes maisons, comme L'Age d'Homme ou Zoé, mais les autres sont réduites à un lectorat romand. Et l'absence de prix unique du livre et d'une vraie politique du livre nationale péjore également la situation des Romands, qui peinent, à Berne ou à Zurich, à faire reconnaître leurs problèmes spécifiques.

Est-ce dû à la confidentialité de leur catalogue ?

Non, c'est dû à la difficulté à se faire diffuser. Les éditions Zoé ont mis des années à trouver un grand diffuseur en France. Il faut du temps pour obtenir leur confiance. C'est un travail de longue haleine et les ventes doivent suivre. Tout cela est extrêmement long et périlleux. De plus, il n'y a pas d'attente en France pour une littérature romande, et pas beaucoup d'aide, en Suisse, à la diffusion des éditeurs francophones. Je ne sais pas si cela pourrait être fait à un niveau national, mais par rapport au Québec ou à la Belgique, c'est inexistant. Il faudrait donc un véritable soutien politique financier, mais aussi au sens de l'engagement pour une promotion de l'image de la culture romande vers l'extérieur. Les prix fédéraux de la littérature, créés en 2012, vont dans ce sens.

Le succès du roman de Joël Dicker est-il un signe avant-coureur d'une meilleure exposition de la littérature romande ?

Non. Je ne pense pas que ce phénomène puisse se reproduire. Le livre de Dicker, qui remporte un énorme succès auprès du public, a été poussé en France vers des prix, et c'est tant mieux. De même que c'est arrivé une fois à Chessex pour le prix Goncourt. Il faut la rencontre d'un livre, d'un éditeur et d'un public, un ensemble de facteurs assez rare. Il n'empêche que Catherine Safonoff

était dans la sélection du Fémina cette année ; que Matthias Zschokke, auteur suisse-alémanique mais traduit chez Zoé, a reçu le prix Médicis étranger. Il y a un intérêt, mais ce n'est pas non plus une énorme curiosité pour la Suisse romande.

Il semble que l'on peine, en Suisse romande, à mettre en avant ses biens culturels. Serait-ce dû à un manque de culture du politique ?

C'est surtout un grand désintérêt, à quelques exceptions près. On a l'impression que certains politiques ont découvert qu'il y avait une littérature genevoise avec le prix Interallié attribué à Jean-Michel Olivier, par exemple. Ce n'est pas valorisé dans la culture d'ici : l'écrivain-e, l'intellectuel-le, n'a pas le même statut qu'en France. On pourrait avoir plus d'ambition.

Cette ambition pourrait être le désir de repérer et de faire connaître ce qui existe.

La Maison de Rousseau et de la Littérature a ouvert ses portes en vieille ville le 31 janvier 2012. Comment y travaillez-vous ?

L'un des buts de cette Maison est d'être une caisse de résonance, un lieu physique et symbolique qui augmente la visibilité, et de Rousseau, et de la littérature romande et francophone. En 2003, on a créé (avec Gérald Chevrolet et Michel Beretti) les EAT-CH (Ecrivains associés du théâtre de Suisse romande), mais l'association s'est dissoute. Les gens étaient étonnés de constater qu'il y avait quarante auteur-e-s de théâtre qui étaient joué-e-s, qui écrivaient. Les fruits de ce travail, ça a été des mises en lecture et l'édition d'une anthologie d'auteurs, le Livre des EAT-CH ; les créations ont alors augmenté dans les théâtres pour les auteur-e-s vivant-e-s.
Nous aimerions que la MRL joue ce rôle de détonateur, de révélateur, sur plusieurs axes. Tout d'abord sur un axe patrimonial autour de Rousseau, de son œuvre, de sa critique. Ensuite, sur un axe strictement littéraire fondé sur la littérature vivante francophone, dont la romande, qui pourrait aussi entrer en dialogue avec la littérature suisse alémanique par exemple. De plus, il est fondamental que les élèves découvrent qu'il y a des écrivain-e-s romand-e-s vivant-e-s, qu'ils les rencontrent, et que nous proposions des colloques, des débats d'idées pour le grand public. Enfin, nous souhaitons proposer un accueil en résidence pour des auteur-e-s vivant-e-s (auxquel-le-s Genève pourrait offrir un refuge, en collaboration avec le PEN) : trois studios seront aménagés dans les combles du 40 Grand-Rue.

Quels sont vos soutiens ?

Nous avons le soutien de l'Etat qui met à disposition la maison gratuitement, mais aussi le soutien de la Ville de Genève pour la programmation et le fonctionnement ainsi que celui de la Loterie Romande. A terme, j'espère un soutien plus large sur le plan romand, au niveau des villes et cantons. Mais c'est vraiment Genève –Ville et canton – qui est l'essentiel de notre soutien. Les acteurs du livre sont impliqués dans la mesure où nous faisons des vernissages, des vitrines thématiques, des expositions, des tables rondes, où nous créons des archives audio-visuelles, etc. Nous commençons même à recevoir des propositions de spectacles littéraires de l'étranger !
Nous avons un conseil de fondation bénévole, une directrice ad interim (à 50 %) jusqu'à fin 2013, année après laquelle le poste devrait être mis au concours, et une assistante. C'est vraiment une toute petite équipe pour un enjeu aussi global (qui comprend aussi la recherche de fonds pour les travaux de rénovation). On est donc encore dans la phase d'activité laboratoire de ce que va être cette Maison quand elle sera dans sa phase de fonctionnement qui ne débutera pas avant 2015.

En Suisse romande, on a de grand-e-s écrivain-e-s, comme Catherine Safonoff, qui ne sont pas connu-e-s du grand public ; comment l'expliquez-vous ?

Il n'y a pas d'instruments promotionnels. En Belgique, j'ai vu des vidéos promotionnelles prises en charge par le politique, qui présentent l'écrivain, et une lecture de l'œuvre. Bien sûr, on peut dire que cela implique un choix, mais il faudrait promouvoir des œuvres représentatives d'un certain champ – en vue aussi de les intégrer aux programmes d'enseignement. En 2000, mon poste à l'université, jusqu'alors occupé par Adrien Pasquali, a été mis en question. Il a fallu une campagne de presse pour que ces deux heures de littérature romande soient maintenues…

Il y a donc un attaque des humanités en Suisse également ?

C'est l'époque plus que le politique qui s'attaque aux humanités. Au département de français moderne à l'Université de Genève, il y a une vraie idée forte de la littérature. Est-ce que « en haut », on se rend vraiment compte de la fonction de la littérature en tant qu'atelier de pensée et de forme ? Je n'en suis pas certaine. C'est symptomatique de l'époque qui accorde une plus grande importance à la science et à la recherche. La littérature ne « rapporte » rien – elle donne du sens.

Le rôle de l'Université, en matière de littérature romande, est-il de faire émerger des citoyens conscients et critiques ou de sortir de jeunes talents littéraires ?

Les deux sont compatibles. C'est surtout une question d'héritage vivant sans cesse réinterrogé, retravaillé. La fonction de questionnement du symbolique est fondamentale. Il n'y a plus d'intérêt que pour le présent ; mais l'exigence de se penser dans ses fondements et dans sa détermination, donc dans sa dimension politique au sens le plus profond du terme, est à rappeler sans cesse.

Vous n'êtes donc pas inquiète pour la production romande ?

Les jeunes écrivain-e-s ont plus de chance qu'il y a trente ans, car c'est plus facile qu'avant de se faire connaître, d'être encouragés ; mais durer est une autre chose encore. C'est souhaitable qu'on donne sa

…

...

chance à quelqu'un qui commence, mais le risque de notre époque est clairement celui de l'autopromotion. C'est contradictoire avec une vraie création. La littérature va « à partir de soi vers autre chose ». On ne cherche pas à être des stars, on cherche à faire œuvre au-delà de soi. C'est différent.

Que pensez-vous des écoles d'écriture qui visent un succès public ?

Il y a de la place pour plusieurs littératures, il ne faut surtout pas sacrifier la littérature fondée sur une écriture (et sur une différence), qui est celle qui le plus souvent invente des formes, mais il y a aussi des écrivain-e-s qui offrent aux gens ce qu'ils ont envie de lire, ou qui parviennent à entrer dans le monde littéraire international. Joël Dicker s'est fait proposer à la Foire du livre de Francfort trente-trois traductions de son livre. Outre qu'il a du talent, il est clairement marqué par une littérature américaine efficace. Ce « métier littéraire » est enseigné à l'Institut littéraire de Bienne qui propose un Master d'écriture et dont l'offre comprend également des cours de marketing.

Cet enseignement à Bienne a-t-il fait ses preuves ?

C'est encore trop tôt pour dire si ceux qui en sortent ont une œuvre, une œuvre à eux. Au présent, il y a plusieurs littératures qui coexistent. C'est le temps qui fera son travail de sélection. Il y a des œuvres qui fonctionnent au présent et qui peut-être s'arrêteront là ; il y en a d'autres qui marqueront le futur, comme c'est le cas de Beckett ou de Walser, par exemple. On ne peut jamais savoir à l'avance ce qui restera.

Avez-vous l'intention d'utiliser ces techniques marketing à la MLR ?

C'est au conseil de fondation, et ce sera à la future direction d'en décider. A mon avis, la MRL devrait être un lieu où articuler les problèmes et le débat devra avoir lieu. Il devrait pouvoir y avoir des assises sur l'état de la question, comme il y a déjà eu une conférence de presse sur le livre entre le conseiller administratif genevois à la culture, Sami Kanaan, et son homologue vaudois. C'est un lieu où il faudra au présent être très réactif. D'autre part, il y a un patrimoine à rendre visible, et une animation à mettre en place.

Comment vous positionnez-vous par rapport aux maisons d'édition ?

Il y a plusieurs rapports à la littérature au niveau des maisons d'édition. Pourront-elles toutes survivre ? Sans doute, car elles ont le plus souvent une ligne assez précise, avec des différences d'envergure ou d'amplitude, et de lectorat. Ce n'est pas aux politiques à induire leur nombre ; en revanche, ils doivent être attentifs au fait qu'il y a un champ, une littérature et un patrimoine à faire rayonner.

Que pensez-vous des jeunes auteur-e-s très attiré-e-s par l'édition électronique ?

Cela peut être un piège. Je crois à la nécessité d'un label d'éditeur. C'est important que des professionnels répondent de la qualité d'un texte, ce qui n'empêche pas le compte d'auteur. Mais une reconnaissance institutionnelle, « cautionnante » reste nécessaire, même si elle peut aussi se tromper. Les éditeurs, l'université, les critiques, tous sont nécessaires.

En tant qu'écrivaine, pensez-vous que le passage à l'institutionnel est nécessaire ? Est-on contraint de passer par les Lettres ?

Non pas du tout, mais cela permet peut-être d'éviter une certaine naïveté, de gagner du temps, et de se frotter à des œuvres exigeantes sur le plan formel, à un questionnement d'ordre esthétique. Ce qui forme un écrivain c'est la lecture.

Une écrivaine ou un écrivain romand peut-il, peut-elle, aujourd'hui vivre de l'écriture ?

La vie ici étant ce qu'elle est et les droits d'auteurs étant ce qu'ils sont, c'est-à-dire proches de zéro, il est très difficile pour un-e auteur-e d'en vivre décemment. Si on vend 1000 ou 2000 exemplaires ici, on est très content, mais ce n'est rien en France. Et puis beaucoup d'éditeurs ont du mal à payer les écrivain-e-s.

Pensez-vous qu'il faudrait revoir le statut des écrivain-e-s en tant qu'intermittent-e-s ?

Oui, clairement, là il y a des choses à faire, à voir avec l'AdS (Autrices et Auteurs de Suisse) – notre « syndicat » qui pense les cadres légaux pour améliorer la vie des écrivain-e-s et le soutien aux auteur-e-s. Par exemple, quand on est en partie enseignant-e et en partie écrivain-e, il n'y a rien au niveau du statut qui nous permet d'être à la fois salarié-e et indépendant-e. Ecrivain-e, c'est nul et non avenu. On est poussé à avoir une profession à côté. Quand on nous offre une résidence pour écrire, cela devient problématique, car cela signifie lâcher un travail rémunéré sans être certain-e de le retrouver. La réflexion autour du statut doit absolument être engagée. Quand je suis invitée à l'étranger pour des conférences, c'est souvent délicat d'obtenir un court congé. On aimerait entendre, en tant qu'écrivain-e, que ces invitations participent aussi du rayonnement de la culture romande, que c'est un plus, pas seulement une perturbation ! Proposer une année sabbatique (elles ont disparu à Genève) pour un-e enseignant-e écrivain-e suffisamment reconnu serait par exemple bienvenu.
C'est clairement une question politique qui sera mise sur le tapis par la MRL, mais nous ne pourrons pas tout faire. Le fait que cette Maison soit sortie de terre est un immense espoir. La Ville et le canton de Genève ont créé un vrai miracle politique. Grâce à la conjonction avec l'année Rousseau, nous avons bénéficié d'un contexte favorable et avons été clairement soutenus par le politique. Maintenant, mon espoir est que le politique comprenne que nous n'avons pas uniquement besoin de gestion, et qu'il doit nous aider à être une caisse de résonance symbolique, pour les auteur-e-s et pour toute la littérature romande.

GENÈVE-GÊNES

GESTATIONS POÉTIQUES

ISABELLE SBRISSA
POÈTE

Isabelle Sbrissa a bénéficié d'une bourse de résidence de la Ville de Genève pour travailler en Italie. Une vingtaine de poèmes écrits lors de cette résidence à Gênes ont été publiés récemment dans la revue grumeaux 3, Éditions Nous, Caen, 2012. Temps de gestation et de création, le temps de résidence permet de faire croître l'écriture dans un espace privilégié.

Isabelle Sbrissa
c/o Unione Elvetica Sezione Culturale
33, via Peschiera
16122 Genova
Italia

voilà l'adresse que j'ai utilisée du 1er septembre au 1er décembre 2011. trois mois pendant lesquels j'ai été poète en résidence à genova, où la ville de genève m'octroyait un appartement-atelier et 4500.- pour la durée du séjour. j'ai choisi de voyager peu et de travailler beaucoup. j'aurais voulu visiter bologna, ville rouge (surtout à cause des briques), j'aurais voulu pousser jusqu'à firenze, aller voir la tombe de mon oncle, le musée anatomique de cire et le paysage toscan. mais l'expérience poétique qui s'est amorcée à genova l'a emporté. haut la main.

mon dossier de candidature annonçait un désir de consacrer ces trois mois à l'entrée en poésie. je partais avec un petit viatique d'expériences récentes traçant un certain terrain de jeu : une parole qui flirte avec le non-sens et déterminée par le son. je partais surtout avec deux carnets pleins «d'idées pour expériences petites», car oui, en poésie, les événements sont microscopiques, malgré leur impact déterminant sur notre manière de considérer la langue. donc sur notre manière de vivre.

travailler entre les langues

l'italien m'a fait (re)voir du dehors mon français familier qui s'en est trouvé chamboulé, et l'italien de racine, que j'ai parlé et entendu enfant, m'est revenu dans le corps, lentement, comme pousse un arbre. j'ai donc travaillé entre les deux langues, lu en parallèle les poètes français et les poètes italiens, fréquenté la petite bibliothèque universitaire, piazza santa sabina, écumé les rayons de la berio, bibliothèque publique de la ville... c'est là que j'ai découvert les textes du très anti-lyrique poète gênois edoardo sanguineti que certains de mes amis italiens détestaient pour sa trop grande aptitude aux jeux de langage... l'Italie est un pays très idéologique et le sanguineti formel et joueur leur paraissait parfois outrageusement futile. il fut pour moi une porte d'entrée dans le rythme et les sonorités. un initiateur au sang sonore qui coule dans ma propre langue.

poète race ovipare

la plupart de mes poèmes d'italie ont été écrits grâce à des contraintes formelles fortes qui m'ont permis de tirer les mots hors de la gangue du déjà-dit, du par-tous-compris... extirper sa langue des conventions imposées par la nécessité du vivre-ensemble et de la communication sociale n'est pas une mince affaire. j'ai réalisé au cours de ces trois mois d'expérimentation poétique à quel point la structure formelle pouvait être essentielle. c'est en prenant appui sur la forme que je peux laisser affleurer un sens qui ait valeur de vérité, espérer échapper au rabachage psychologique, aux histoires toutes faites, au penser prépensé et à la langue lisse. mais la contrainte ne garantit pas le surgissement du singulier. il faut jeter beaucoup, échouer et recommencer encore, pour obtenir soudain un poème qui offre un noyau de liberté. j'ai souvent l'impression d'appartenir, en tant que poète, à une race ovipare, qui pond des quantités d'œufs dont seuls quelques-uns éclosent sur un être vivant. et il arrive parfois que celui-ci soit rendu public. et même lu. par des lecteurs qui lentement reproduisent l'aventure de l'écriture et qui à leur tour vivent une forme d'éclosion.

SANDRINE SALERNO SE LIVRE

ENTRETIEN CAUSES COMMUNES

Sandrine Salerno est Conseillère administrative en charge des finances et du logement de la Ville de Genève depuis 6 ans. Elle a assumé une politique budgétaire éthique et développé une politique du logement plus sociale et plus transparente. Durant ses mandats, la dette de la Ville de Genève a diminué de 450 millions, en outre, de nouvelles politiques d'égalité, de création d'emplois, de développement durable et de soutien à l'économie locale ont été mises en œuvre. Enfin, Sandrine Salerno a développé une vision d'une ville ouverte, tolérante, internationale et a contribué à classer Genève, en 2011 comme la ville la mieux gérée de Suisse. Au moment d'ouvrir un nouveau chapitre de sa carrière politique, Sandrine Salerno se livre.

Causes Communes : Sandrine, ce numéro de Causes Communes est consacré aux livres. Pour commencer cet entretien, pourrais-tu nous dire si tu as des souvenirs d'enfance associés aux livres ?

Sandrine Salerno : Je me souviens très bien de mes premiers pas dans la bibliothèque de mon quartier. Immédiatement, cet espace est devenu assez magique pour moi. Voir tous ces livres, savoir que dans chacun d'entre eux était racontée une histoire différente a constitué une découverte extraordinaire. Très rapidement, je me suis rendue compte que cet espace cloisonné représentait en fait l'un des plus grands espaces de liberté que je connaissais. Et la bibliothèque est ainsi devenue synonyme d'ouverture au monde, d'évasion. Je me rappelle aussi très bien du premier livre que j'ai lu toute seule et du sentiment de bonheur que cela m'a procuré. C'était un livre de la bibliothèque rose, où il était question d'un royaume enchanteur et d'un page... j'ai adoré !

A l'école, tu étais plutôt première de classe ou les livres c'était plutôt pour les cartables ?

Plutôt première de classe. J'ai toujours aimé apprendre et j'ai eu la chance d'avoir de la facilité à l'école.

Quelles sont les écrivaines que tu as adorées ? Laquelle aurais-tu souhaité rencontrer ?

Spontanément, je pense à Alexandra David-Néel. Parce qu'elle été l'une des plus grande exploratrice et aventurière du monde. Parce qu'elle aurait pu me raconter ses expériences folles, ses plus belles rencontres, ses amours. Et surtout, parce qu'elle aurait pu me faire rêver dans la réalité autant que j'ai rêvé en lisant ses livres.

Un livre que tu as aimé, un autre que tu as haï ?

Je n'ai jamais haï de livres. Par contre, il y a des livres qui se refusent à moi, alors que je veux obstinément les lire. C'est assez inexplicable et surtout très frustrant. Je passe mon temps à les arrêter et à les recommencer. C'est notamment le cas de la « Condition humaine » de Malraux, un chef d'œuvre. Mais j'y arriverai !

Quant à un livre que j'aimé, je fonctionne souvent par auteur. Par exemple, j'ai aimé tout Dickens et tout Zweig, deux auteurs de l'adolescence. Et si je devais citer un livre en particulier, ce serait « Soie » d'Alessandro Baricco, que j'ai trouvé merveilleux.

Tu as soutenu la publication, avec Manuel Tornare, un livre destiné à la petite enfance qui thématisait d'une manière ludique les rapports femmes hommes et les constructions de genre. Quel a été le bilan de cette expérience. Sera-t-elle reconduite ?

« Pourquoi pas toi ? » visait à sensibiliser les jeunes enfants et les personnes allophones à l'égalité entre les sexes, en revisitant les schémas féminins et masculins prédéterminés. Utilisé notamment dans les crèches, cet outil pédagogique s'est révélé très intéressant pour stimuler l'éveil des plus jeunes sur les stéréotypes et initier, avec elles et eux, une réflexion sur la place des un-e-s et des autres dans notre société. Je signale d'ailleurs que cet ouvrage répondait aussi à des motions déposées au Conseil municipal quant à la sensibilisation des plus jeunes au message non-sexiste.

Quant à l'avenir, nous avons décidé de reprendre, en juin prochain, les visuels de ce livre dans le cadre de la campagne «égalité, la Ville affiche sa volonté» que mène la Ville chaque année pour sensibiliser la population aux questions d'égalité.

Tu as apporté ton soutien à une association qui labellisait les livres non-sexistes. Penses-tu que des opérations comme celles-ci peuvent aider à faire changer les mentalités ?

Elles y contribuent. Surtout que, dans ce cas précis, le choix des livres était vraiment intéressant, aussi bien sur le fond que sur la forme. Pour les parents notamment, qui doivent jongler entre vie professionnelle et familiale, ces labels pouvaient offrir un gain de temps et une aide précieuse au moment de choisir un livre pour leurs enfants. Malheureusement, il n'y avait pas suffisamment de soutiens financiers pour permettre à ce projet d'exister de manière pérenne.

Les librairies sont menacées par les loyers excessifs liés à la spéculation immobilière. Existe-t-il des mécanismes pour lutter contre ce phénomène ?

Il existe des moyens pour soutenir les petits commerces au centre-ville. En tant que collectivité publique, l'un des moyens est d'être en possession de biens immobiliers et de garantir à ces commerçant-e-s des loyers justes. A Genève par exemple, la Gérance immobilière municipale détient de nombreux établissements publics, qui contribuent à maintenir une diversité des activités socio-économiques au centre et à améliorer ainsi la qualité du vivre en ville. C'est un outil précieux dans la politique économique que je défends.

Dans un registre plus politique justement, tu as annoncé ta candidature à la candidature socialiste pour les élections au conseil d'Etat. Pourrais-tu nous en dire un peu plus sur tes motivations ?

Les villes et les communes sont l'échelon le plus proche de la population et, en cela, mon mandat au Conseil administratif de la Ville de Genève représente une expérience formidable et formatrice. Pourtant, alors que les problèmes se concentrent dans les villes, elles ont peu d'autonomie politique, peu de possibilités d'action. Les politiques sociales, sanitaires, fiscales, économiques et scolaires, qui sont au cœur des enjeux sociétaux actuels, se construisent au niveau cantonal voir fédéral.

Pour ne prendre qu'un exemple, les questions relatives à l'aménagement du territoire et au Plan directeur cantonal constituent aujourd'hui un enjeu fondamental pour Genève. Quel développement voulons-nous ? Quelles entreprises, quelle économie ? Quelle politique environnementale ? Quelle mobilité ? Toutes ces questions relèvent de la compétence cantonale. Or, si l'on souhaite peser sur ces enjeux, il faut pouvoir être là où ces décisions se prennent.

En ce sens, le Conseil d'Etat signifie changer d'échelle, mais pas de convictions. Si les socialistes m'accordent leur confiance et que les citoyen-ne-s me portent au Conseil d'Etat, les questions urbaines de notre région continueront d'être au centre des préoccupations. Mon expérience en Ville de Genève ainsi qu'au sein de l'Association des communes genevoises me permettent d'appréhender les problématiques spécifiques aux communes, ce qui n'est pas toujours le cas aujourd'hui dans la politique cantonale.

Tu es en train d'accomplir ton deuxième mandat au Conseil administratif de la Ville de Genève. En 6 ans, as-tu vu la Ville de Genève changer ?

Oui, clairement. La crise économique mondiale, qui dure maintenant depuis plusieurs années, affecte l'ensemble des collectivités publiques et la Ville de Genève ne fait pas exception. Cette crise génère des inégalités et a contribué à cristalliser les tensions.

Je remarque également que le développement de notre Ville et de notre canton ne s'intègre pas suffisamment dans une dynamique régionale, que ce soit avec nos voisins vaudois ou français. Ce développement mal maitrisé suscite de nombreux problèmes, en particulier en matière de transports et de logements. En outre, l'absence de vision commune participe à une détérioration du climat général et contribue au développement d'un sentiment de rejet, par exemple à l'encontre des frontalier-ère-s.

Cela étant, il est à mon avis important de garder à l'esprit que notre Ville, bien que confrontée à des difficultés, connaît une situation globalement privilégiée. Je persiste à penser que ce qui manque aujourd'hui à Genève ce n'est pas tant les moyens mais bien plutôt une redistribution équitable des ressources, qui permettrait, à toutes et tous, de bénéficier pleinement de l'essor considérable qu'a connu notre région ces dernières années.

Face à cette crise mondiale, on a parfois l'impression que les politiques ne peuvent pas faire grand-chose...

Au contraire, l'action des femmes et des hommes politiques est essentielle en cette période de crise. De mon point de vue, c'est bien la démission du monde politique face au monde économique qui nous a conduit dans l'ornière.

...

...

Aujourd'hui, il faut que les politiciennes et les politiciens reprennent la main et dictent les règles. On voit bien que, contrairement à ce que certain-e-s prétendent, les seules lois du marché ne suffisent pas. Ces dernières années ont montré la faillite d'un système fondé sur le tout économique. Il est du devoir des politicien-ne-es de proposer des alternatives, de montrer aux citoyen-ne-s que l'homo oeconomicus n'est en aucun cas une finalité. C'est bien dans ce sens que j'entends mener mon action politique.

J'ajouterai enfin que, de mon point de vue, les politiques auront toujours un avantage sur les marchés. Contrairement à ces derniers, ils disposent de la légitimité démocratique, charge à eux d'en faire bon usage.

Ton action politique est marquée par les thématiques de l'égalité et de la solidarité. Tu es parfois sévèrement critiquée pour ces idées que tu défends...

Le slogan de notre Parti est « pour toutes et tous sans privilèges ». Pour moi, ces mots doivent se traduire en une réalité concrète.

Comme magistrate en charge du département des finances et du logement de la Ville de Genève, j'ai toujours essayé de mettre en œuvre ces principes dans le cadre de mon action politique. Cela s'est notamment traduit par mes différentes prises de position en matière de fiscalité ou par mes nombreuses actions en faveur de l'égalité homme-femme. Dans un registre plus international, j'ai aussi toujours eu à cœur de défendre la Genève internationale et le principe de solidarité qui constitue son fondement.

Concernant les critiques, même si je reconnais des erreurs sur la forme et certainement une part de maladresse dans certaines de mes prises de position, il me semble que sur le fond, j'ai toujours défendu les idées pour lesquelles les citoyen-ne-s m'ont élu-e-s. Je suis et je reste une femme politique de gauche, qui a à cœur de se battre pour des idées et qui continuera à le faire tant que les citoyen-ne-s m'accorderont leur confiance.

L'égalité, la liberté et la fraternité ne sont pas des idées nouvelles... Et pourtant elles continuent à effrayer, comme si le monde ne pouvait fonctionner que par l'exploitation et l'inégalité. Les droits humains sont bafoués constamment, pas encore reconnus dans de nombreux pays, en régression dans d'autres. Il n'y a pas longtemps, certains député-e-s genevois-e-s souhaitaient le démantèlement du Planning familial... Le droit à l'avortement est remis en question, les initiatives haineuses contre les étranger-ère-s se multiplient, l'école républicaine est de plus en plus sélective... J'estime que c'est important, lorsque l'on occupe un poste dans un exécutif, de faire progresser la justice sociale. Cela exige de s'engager au-delà du poste.

Que souhaites-tu pour 2013 ?

Je souhaite que Genève retrouve un peu de sérénité et que les Genevoises et les Genevois puissent avoir confiance en l'avenir. Notre canton possède de solides atouts et de nombreux potentiels que beaucoup nous envient et que nous nous devons de renforcer et de développer.

A ce titre, les élections de 2013 seront très importantes. A travers ce choix, les électrices et les électeurs auront la possibilité de déterminer le futur qu'ils souhaitent pour Genève. J'ai bon espoir que les Genevoises et les Genevois feront le pari de l'ouverture, de l'égalité et de la solidarité. Valeurs que notre Parti est le plus à même de défendre.

IL ÉTAIT UNE FOIS LE MONDE DES LIVRES

VIRGINIE STUDEMANN
CONSEILLÈRE MUNICIPALE

Il était une fois le monde des livres, un monde peuplé de héros et d'héroïnes, où l'imagination est reine et l'esprit est roi mais un monde comme tous les mondes : bâti sur des stéréotypes de genre, un monde de discrimination et d'inégalités. Le monde des livres est une économie comme une autre : production, distribution, consommation, autant de personnes vivant dans et du marché littéraire. Et beaucoup d'hommes ...

Le sexisme à la page

En 2010, le site américain Vida web, publie une étude sur la répartition homme-femme des critiques littéraires de magazines spécialisés et celle des auteur-e-s dont l'ouvrage est critiqué dans ces revues. Au New Yorker, 79% des critiques sont des hommes et 80 % des livres critiqués sont écrits par des hommes. Le prix littéraire apparaît comme le symbole du plafond de verre. Retenant les prix depuis leur création, Nobel de littérature, Goncourt, Fémina, Grand prix de l'académie française, Renaudot, Interallié, Médicis et Décembre, l'observatoire des inégalités en France constate en 2011 : sur 648 prix, 104 ont été décernés à des femmes soit 16%. Et les prix suisses ne font pas exception.[1]

De l'écriture féminine à l'écriture du féminin

En réaction, sont créés des jury de femmes (Prix Femina 1904), un prix récompensant une écrivaine (Prix de la Closerie des Lilas 2007). Des actions positives contestées par celles qui revendiquent une place dans un champ littéraire défini comme mixte, faute d'être non discriminatoire. Le prix Montalembert récompense le premier roman d'une femme «afin de promouvoir une écriture féminine». Mais existe-t-il une écriture féminine ? Les débats sur la littérature produite par des femmes se confondent dans l'histoire des femmes et des mouvements féministes, les enjeux se déclinant selon les discours dominants. Existe-t-il une spécificité de l'écrivain-e femme ? une écriture-femme ? Ce débat se structure d'abord par la reconnaissance ou non d'une différence puis par la source de cette différence : construite ou naturelle. Tout comme les hommes, les femmes avant d'être écrivain-e évoluent dans un monde assignant des rôles sexués, nourri de stéréotypes de genre. La culture, la vision du monde, les normes sont construites dans des rapports sociaux et construisent à leur tour des récits et une écriture différente. A l'opposé, l'essentialisme revendique une femme écrivaine dont la spécificité imposerait des qualités intrinsèques, viscérales plongeant la figure « féminine » dans le champ de l'intériorité, du sensible voire du sentimentalisme. Une autre approche permet de se dégager de l'écriture des femmes pour une écriture du féminin qui se distinguerait du masculin indépendamment du sexe de son auteur-e.

Tout lecteur est une lectrice

Du côté du lectorat, les femmes dominent. Plus nombreuses que les hommes, les lectrices lisent plus et plus souvent. Et le lectorat n'est pas indemne des stéréotypes de genre. Des analyses des usages sociaux de la lecture soulignent le lien entre lecture et rôle assigné aux femmes : une pratique solitaire en opposition à une activité sociale, un monde imaginaire contre une réalité sociale. Et quand le genre du lectorat est lié aux genres littéraires, les stéréotypes sexués s'affichent. Les lecteurs favorisent les livres techniques, les policiers, la SF et la BD. Les lectrices lisent plus de poésie, de littérature classique, de romans et de livres sur la santé, l'éducation. Le monde des livres est un monde peuplé de héros et d'héroïnes, un monde imaginaire caractérisé par la diversité des récits. Mais force est de constater qu'en terme de contenu, les normes (en particulier l'orientation sexuelle) restent de mises. S'il existe peu d'analyses globales de la littérature adulte, des études sur la littérature enfantine et jeunesse montrent que ces livres portent les stéréotypes les plus affligeants sur le rôle des hommes et des femmes. Certaines éditions, des associations se battent pour éditer et diffuser des livres offrant une vision du monde un peu moins sexiste : une goutte d'eau dans un océan, une part de rêve dans le monde des livres.

1. Prix Michel Dentant (1984-2011) : Sur 30 lauréat-e-s, 12 femmes. Prix Schiller (1920-2012) : 1 femme sur les 19 grands prix. Prix Lipp (1988-2010) : 4 femmes sur 23 lauréat-e-s. Saluons le prix George-Nicole (1969-2010) : 11 prix dont 7 à des femmes en sachant que ce prix est attribué à un écrivain-e qui n'a pas encore été publié-e.

GRISÉLIDIS RÉAL, PUTAIN RÉVOLUTIONNAIRE ET ÉCRIVAINE

COLINE DE SENARCLENS,
CHARGÉE DE COMMUNICATION
PARTI SOCIALISTE VILLE DE GENÈVE

Grisélidis Réal (1929-2005) a perdu son père à l'âge de 9 ans. Très tôt mère de 4 enfants de trois pères différents, elle choisi le métier de la prostitution comme on entre en politique. Elle milite et défend le libre choix de se prostituer dès les années 70 jusqu'à la fin de ses jours. Prostituée, révolutionnaire, mais écrivaine surtout, métier qu'elle considérait comme premier.

Le livre comme arme

Le livre, en tant que vecteur d'informations et de communication, est une arme. Le savoir est un moyen et un enjeu de lutte. Alors, quand les dominé-e-s prennent la plume, prennent les armes du savoir et de l'intellect, le pouvoir dominant et ses représentants voient rouge. Interdire l'accès des universités aux femmes ou aux minorités, discréditer certains canaux d'informations « vulgaires » parce qu'ils ne sont plus l'apanage de l'élite (Wikipédia et les médias sociaux), toutes les stratégies sont mobilisées afin de maintenir les non-savants et non-dominants dans leur ignorance et dans leur silence.

« La prostitution est un acte révolutionnaire »

Grisélidis Réal, putain révolutionnaire et écrivaine, s'est battue sa vie durant pour le respect de ce qu'elle appelait fièrement son métier. En tant que prostituée, elle a occupé une des places les plus stigmatisées de l'organigramme social de la fin du 20e siècle. Cela ne l'a pourtant pas empêché de se battre et d'écrire, et d'être aujourd'hui considérée comme une femme intellectuelle importante de notre époque.

Elle est décédée en 2005 d'un cancer. En 2008, son corps a été transféré au cimetière des Rois, auprès des écrivains et des illustres de la Cité, dont son ennemi moraliste, Calvin. Bien qu'elle soit reconnue par ses pairs pour ses écrits et pour ses luttes, sa mise en terre a été l'objet de querelle. Une prostituée au panthéon genevois représentait une insulte aux yeux de certain-e-s. C'est une stratégie d'immobilisme social efficace que de rendre invisible, faire taire et entretenir une hiérarchie de la valeur des individus en fonction de l'ordre social établi et vu comme immuable.

De la rue à la bibliothèque

Quelques temps après sa mise en terre, une association se crée pour mettre en place un centre de documentation, le centre Grisélidis Réal. Durant sa vie, la passionaria de la prostitution a stocké des quantités impressionnantes de livres, documents, lettres, coupures de presse, qui représentent aujourd'hui les archives les plus complètes émanant du milieu du travail du sexe. L'association Grisélidis Réal effectue alors une recherche d'argent pour se donner les moyens de mettre à disposition du public et des chercheurs ce fonds unique. La Ville de Genève et la Loterie Romande répondent favorablement, mais le conseil d'État genevois refuse l'attribution des fonds à l'association, rendant ainsi inaudible un matériel unique qui ne demandait qu'à faire entendre la voix de

celles – et ceux - dont on parle beaucoup, mais qu'on écoute rarement.

À l'heure actuelle, le Centre Grisélidis Réal est ouvert au public le mardi après-midi grâce au travail de l'association Aspasie. Pourtant les archives ne sont pas répertoriées et elles s'abîment dans des cartons à bananes. J'ai eu la chance de travailler sur ces archives (ce qui n'a pas été facile vu les conditions), il s'agit d'un matériel unique dont l'étude est fondamentale. À côté des documents d'archive, le Centre contient également la bibliothèque genevoise la plus complète au sujet du travail du sexe, composée de l'impressionnante collection de Grisélidis Réal.

Grisélidis Réal a donné une voix à une population stigmatisée, doublement minorisée en tant que femmes (ou en tant qu'hommes homosexuels) et en tant que travailleuses et travailleurs du sexe. Elle a raconté, elle a décrit, elle s'est battue. Le cancer l'a eu, mais elle a laissé derrière elle une trace indélébile, celle du savoir et de la littérature, celle du livre.

VIES NOUVELLES DES LIVRES

OLIVIER COSTE,
PRÉSIDENT DU GECRI

Depuis 1980, l'association GECRI (Groupe d'Enseignants Coordonnant la Redistribution Interscolaire) récupère et redistribue du matériel pédagogique retiré des classes genevoises. Il s'agit essentiellement de LIVRES, ces objets de papier qui sont passés dans les mains de plusieurs classes d'élèves, voire de générations, comme support aux apprentissages fondamentaux.
GECRI : j'écris, tu récupères, il trie, elle emballe, on stocke, nous expédions, vous recevez, ils distribuent, elles apprennent....

Solidarité, GECRI ton nom

En partenariat avec l'Economat cantonal, l'Economat du CO, la Bibliothèque scolaire et d'autres institutions, nous favorisons une nouvelle utilisation du matériel scolaire, des ouvrages de références (dictionnaires, atlas, encyclopédies..), des livres de grammaire, de conjugaison, de lecture, de math et de sciences, des manuels de pédagogie pour des enseignant-e-s, des documents ou des romans pour des bibliothèques scolaires ou de quartier. Nous privilégions les ouvrages ayant une utilité large pour les élèves des pays de la francophonie, que ce soit en Afrique, en Haïti, à Madagascar, en Asie ou même en Amérique du sud. Par l'intermédiaire de GECRI, des élèves de 35 pays ont bénéficié d'un accès facilité à l'apprentissage du français, puisque nous avons aussi fourni des collèges offrant un enseignement du français comme langue étrangère (Albanie, Roumanie, Liban, Egypte, Vietnam, Népal, Pérou, Chili, Ukraine...).

Il nous arrive aussi d'avoir des offres de pupitres et de matériel de rangement pour des écoles ou des bibliothèques et mettons en relation les potentiels bénéficiaires. Nous ne menons pas d'actions directement, mais le matériel récolté est mis à disposition d'associations constituées ou de groupes d'élèves et d'enseignants, menant un projet ciblé dans les pays bénéficiaires, par exemple à l'occasion d'un voyage d'études ouvert sur le développement.

Partage et développement durable

Ces actions menées depuis plus de trente ans, modestes ou plus importantes, ont permis à des centaines d'enseignant-e-s et à des milliers d'élèves (enfants et adultes) d'apprendre dans de meilleures conditions et de s'ouvrir à d'autres cultures. Au Togo, plus de 4000 atlas du CO ont été distribués lors du renouvellement des ouvrages genevois après le redécoupage de l'ex-Yougoslavie. Pour des enseignantes qui n'en avaient jamais vu, c'était un grand bonheur d'en posséder un et une ouverture sur le monde pour eux et leurs élèves. Et même si quelques frontières ont changé, les villes, rivières, montagnes, mers et océans sont toujours au même endroit. Idéalement, chaque pays devrait être à même de publier ses propres manuels scolaires. Force est de constater que le chemin est encore long, et qu'il est préférable de pouvoir lire des textes provenant parfois d'autres horizons que pas de texte du tout.

Appel à bénévoles

Par l'engagement de ses membres et le travail de redistribution effectué, en donnant une 2ème voire une 3ème vie à des livres genevois, le GECRI est engagé dans une dynamique de développement durable. En effet, les tonnes de matériel envoyé pour des projets éducatifs à l'étranger n'ont pas eu à être éliminées aux frais du canton. Comme beaucoup d'associations, en déficit de bénévoles, le GECRI cherche des forces nouvelles. Pour de plus amples renseignements, pour proposer votre aide, par exemple pour créer un site ou pour conjuguer la solidarité avec nous, au sein de notre comité, merci de contacter le GECRI. Afin que la solidarité se conjugue au quotidien.

Pour tout renseignements :
Olivier Coste, président,
case 459 - 1211 Genève 4
ocoste@bluewin.ch
079 433 36 02

POLITIQUE DU LIVRE : ÉTAT DES LIEUX

ENTRETIEN CAUSES COMMUNES
PHOTO AURÉLIEN BERGOT

En charge de la culture et du sport en Ville de Genève, le Conseiller administratif Sami Kanaan est particulièrement attentif aux risques qui menacent actuellement le livre, qu'il compare à la biodiversité. A protéger, car elle peut s'appauvrir très vite, mais mettra des années à se reconstruire.

Causes Communes : As-tu le temps de lire depuis que tu es Magistrat ?

Sami Kanaan : J'aimerais, sans doute comme beaucoup de monde, avoir plus de temps pour lire. En dehors des lectures de travail et de la presse, je lis volontiers des polars pour me détendre. J'aime aussi à trouver dans la lecture une source d'inspiration et de réflexion, comme avec *Melnitz* de Charles Lewinsky qui montre, à travers une saga familiale sur cinq générations, la réalité des discriminations à l'égard des familles juives en Suisse. J'aimerais aussi citer *L'ombre du vent* de Carlos Luis Zafon et *Le jour où Nina Simone a arrêté de chanter*, de Dorina El-Joundi et Mohammed Kacimi, drame véridique d'une jeune libanaise qui a payé très cher les engagements de son père journaliste au sein de mouvements laïques de gauche.

Tu lis en plusieurs langues ?

Pas vraiment. Je lis couramment en anglais et en allemand, mais la langue dans laquelle j'ai réellement du plaisir à lire est le français. Au-delà des langues, le livre est assurément un moyen de voyager. J'entendais récemment un écrivain bien connu à Genève me raconter qu'il venait de réaliser que le nom de famille d'un de ses personnages de roman était en fait directement lié à un moment enfoui de son enfance en lien avec son père. Le récit est dans ce cas un moyen d'aller au-delà de nos propres barrières internes, de mieux se connaître et de mieux connaître les autres. La lecture est aussi l'occasion, dans une société hyper-connectée, de se retrouver avec soi. Si elle est par définition un échange et une source de dialogue et de débat, la lecture se pratique la plupart du temps en solitaire.

Quelle importance a pour toi le maintien d'un tissu de maisons d'édition indépendantes, de distributeurs, de librairies et de lieux dédiés à la lecture ?

Fondamentale ! Comme pour tout le registre culturel d'ailleurs. Il est vrai que la chaîne du livre semble être la plus menacée en ce moment. J'aime faire un parallèle avec la biodiversité, essentielle et fragile. Dans le domaine du livre, nous pourrions perdre très vite cette diversité. La culture est menacée de standardisation. Au niveau local nous avons la possibilité d'agir, en facilitant les conditions d'une création indépendante et en rappelant que la culture n'est pas un marché «homogène», fait de produits «standardisés». Le livre est d'abord l'expression d'une ou d'un auteur-e, ainsi que du travail de l'éditeur-trice qui l'accompagne.

Les librairies jouent, elles, un rôle un peu différent, mais néanmoins indispensable. Elles assument à la fois des tâches de conseil, d'orientation, vis-à-vis des lectrices et lecteurs, mais aussi un rôle de proximité, participant à l'animation d'un quartier et à la promotion de la lecture. *Amazon* et *Apple* sont loin d'en être capables.

Justement, la commission de la concurrence (COMCO) statue en ce moment sur le «marché du livre». Est-ce que tu peux déjà nous en dire un peu plus ?

Sans présager de la décision de cette commission, mon souci est d'éviter de tuer tout un secteur pour quelques abus, vraisemblablement réels. La COMCO accuse treize distributeurs d'agissements incompatibles avec la loi sur les cartels. Si cette démarche peut a priori paraître défendable, puisqu'un livre français est le plus souvent plus cher en Suisse qu'en France, exception faite du best-seller de Joël Dicker, plusieurs éléments montrent que le rôle des distributeurs est en réalité plus complexe. En effet, en plus de la diffusion, ils prennent en charge la promotion des livres en Suisse, l'information et la communication qui les accompagnent. De plus, et c'est sans doute un point essentiel, ils offrent aux librairies un système de retours des invendus qui favorise une prise de risque mesurée des libraires, et également une capacité de livraison rapide des titres demandés, même ceux à diffusion plus limitée. Je le répète, le marché du livre n'est pas un marché comme un autre et le risque est de favoriser les très grandes surfaces, qui ne sont pas des solutions, comme on le constate avec *Virgin* en France, dont les employé-e-s paient les pots cassés. Après le refus du prix unique du livre en mars 2012, c'est un deuxième coup dur qui menace la chaîne du livre. Nous ne sommes néanmoins pas restés les bras croisés en attendant cette décision.

La COMCO opère au niveau fédéral, que peut faire la «petite Ville de Genève» face à cette menace ?

Tout d'abord, je pense que le symbolique compte beaucoup. La Ville de Genève est certes seulement une municipalité d'environ 200'000 habitant-e-s, mais c'est aussi la deuxième métropole de Suisse. Elle mène déjà de nombreuses actions en faveur du livre, du soutien aux auteur-e-s et aux maisons d'édition, via des conventions, à la mise en place de manifestations de promotion du livre et de la lecture (*Fureur de lire, Poésie en Ville*, participation au *Salon du livre*). Autre aspect essentiel de la politique du livre de la Ville de Genève, la politique d'achat des bibliothèques municipales (BMU) et de la bibliothèque de Genève (BGE), qui s'approvisionnent dans les librairies locales.

Enfin, nous sommes en train de finaliser un *label librairies indépendantes*, qui permettra de les valoriser au niveau de la communication, mais aussi de soutenir leur plus-value en termes de proximité et de projet culturel. L'essentiel est d'assurer la survie de cet ensemble que l'on peut appeler *entreprises à vocation culturelle*, qui regroupe aussi les disquaires et cinémas indépendants, sans rentabilité économique forte, mais avec une réelle plus-value culturelle et de proximité. Ce que les économistes appellent externalités positives et qui doit être pris en compte.

En plus de la politique d'achat, quel rôle peuvent jouer les bibliothèques municipales (BMU) dans cette problématique?

Les BMU jouent un rôle essentiel, en particulier à destination de la jeunesse, de mise à disposition de livres de manière décentralisée, dans chaque quartier, avec un catalogue très riche et renouvelé. Elles jouent donc un rôle de proximité essentiel, par exemple pour les personnes âgées, à mobilité réduite également. Elles assument aussi une fonction centrale de lieu de vie, de rencontre, d'orientation, d'animation et de débat. Ce sont des plateformes de soutien à la lecture et à l'organisation d'événements. Une bibliothèque n'est donc pas seulement un dépôt à livres. On la présente parfois comme le «troisième lieu», avec la maison et le travail ou l'école. C'est un endroit où l'on doit pouvoir venir gratuitement, et je tiens à cette gratuité, lire, emprunter des livres, mais aussi échanger. Les collaboratrices et collaborateurs des BMU sont d'ailleurs particulièrement impliqués dans l'organisation d'événements, d'animations, de thématisation d'enjeux de sociétés, afin de faire vivre leur institution.

Comment vois-tu l'évolution de ce rôle, alors que le livre se dématérialise ?

La dématérialisation complète du livre n'est sans doute pas pour demain, sauf peut-être pour les périodiques et la littérature scientifique ou technique, et cette évolution est bien anticipée par nos bibliothèques. Au niveau technique, avec des tests entrepris sur des liseuses numériques, mais au niveau de leur valeur ajoutée surtout: service, conseil, orientation, lieux de vie, comme je l'expliquais. Un test passionnant a par exemple lieu en ce moment à la discothèque municipale des Minoteries, qui fonctionne comme experte pour conseiller le public sur l'histoire de la musique, les auteur-e-s, les compositeur-trice-s.

En 1991, dans «La grande grammatisatrice automatique», l'écrivain Roald Dahl imaginait une machine capable d'écrire des livres. Dernièrement, c'est devenu une réalité, avec la mise au point d'un algorithme qui a écrit de manière autonome un million de titres (essentiellement des ouvrages scientifiques ou techniques) quasi indiscernables de ceux écrits par une main humaine. Qu'est-ce que ça t'inspire ?

Du scepticisme. Je vois un parallèle avec les ordinateurs qui gèrent des millions d'opérations en bourse automatiquement, à la place des *traders*, avec au final des catastrophes. Et puis, la prochaine étape : remplacer le lecteur par un ordinateur ?

Le besoin d'émotions, d'interactions, de prise de position d'un-e auteur-e ne peut pas vraiment être remplacé, mais seulement imité. La Ville de Genève soutient les écrivain-e-s de la région avec un certain nombre de bourses et de prix, octroyés non seulement pour la qualité de l'œuvre en elle-même, mais aussi, et peut-être surtout, sur ce que l'auteur-e nous donne à voir de notre réalité.

Le livre est aussi un instrument de lutte politique. Est-ce que ce volet de l'intérêt du livre n'est pas en train de se perdre, au profit des réseaux sociaux ?

Je pense que si les réseaux sociaux sont un puissant vecteur d'échange militant, ils ne portent pas intrinsèquement de substance. Le livre, de par sa tradition et son format, porte une vision de société, représente l'expression culturelle d'une collectivité, d'une cause, et représente une force d'émancipation, avec ses lettres de noblesse. Je redécouvre par exemple en ce moment la poésie qui a été largement un vecteur militant, grâce au cadeau d'une amie comédienne, l'*Anthologie poétique*, de Vladimir Maïakovski, qui parvenait à faire passer son message de résistance grâce au deuxième degré, tout en restant dans la ligne du pouvoir stalinien.

LES BIBLIOTHÈQUES, TOUT UN MONDE...

DOROTHÉE MARTHALER GHIDONI
BIBLIOTHÉCAIRE

Les bibliothèques, dans les limites de leur mandat institutionnel, mettent à disposition de leurs publics des fonds permettant l'accès au savoir, à la culture, à la formation et aux loisirs. Par l'intermédiaire des collections, elles répondent aux besoins du public en proposant des contenus actualisés qui reflètent la richesse éditoriale et les évolutions de notre société. Mais c'est encore bien d'autres choses...

Incontournables bibliothèques

Les bibliothèques sont habituellement considérées comme des lieux de vie à l'usage des publics grands lecteurs ; amateurs tant de romans, de documentaires que de documents sonores et multimédias ; friands consommateurs de culture en général. Il est aussi admis que les étudiant-e-s y trouvent leur compte. Les bibliothèques sont reconnues en tant que lieux de formations et d'études tout au long de la scolarité obligatoire, postobligatoire et universitaire en offrant des ressources scientifiques, encyclopédiques, électroniques via leur catalogue collectif. Les services de références proposent aux étudiant-e-s un accompagnement dans leurs recherches, un accès facilité aux bases de données ainsi que des services incluant, entre autres, des formations en ligne. Ils garantissent ainsi une qualité de services non négligeable. Ces lieux privilégient aussi l'étude, preuve en est, l'immense succès des bibliothèques proposant des horaires d'ouverture notamment le soir et le week-end.

De multiples facettes

Outre ces déjà très nombreux services, les services de références existent aussi pour le grand public, et fonctionnent selon un principe d'une simplicité exemplaire : posez votre question, nous vous répondrons en 72 heures. Il s'agit de proposer un services en ligne qui - par l'intermédiaire des questions posées - propose des réponses précises ou des pistes de recherche opérationnelles utiles à la majorité des lecteurs. Les bibliothèques proposent des espaces de formation et d'autoformation. Par exemple: stratégie de recherche en ligne, création de blogs, etc.

Les bibliothèques, ce sont aussi des lieux d'ouverture et de culture où le, la professionnel-le- devient passeur, passeuse, et propose - via des rencontres littéraire et artistiques, des expositions - un lien avec la vie de la cité. L'accueil des tout-petits, enfants et adolescents, leur ouvre l'accès à un monde foisonnant et créatif. Ces lieux de vie sont aussi des espaces à vivre avec la rencontre de conteurs, d'illustrateurs, lors d'ateliers permettant à chacun de développer sa créativité et son imaginaire en résonance avec l'objet livre, sa symbolique et tout l'imaginaire qu'il véhicule.

Des bibliothèques pour tous et toutes

Monde de délassement et d'actualités où la consultation de la presse, ainsi qu'un choix ciblé de revues thématiques permet à tout un chacun un rapport immédiat avec le quotidien de l'information. Le silence environnant le lecteur lui offre un agréable réconfort où mieux appréhender la richesse d'un monde en mouvement. Dans la diversité des services proposés, les bibliothèques publiques et interculturelles notamment, favorisent l'intégration culturelle des migrant-e-s par l'intermédiaire de documents en plusieurs langues et d'ouvrages bilingues. Ces lieux permettent aussi la rencontre de cultures différentes et peuvent proposer les services d'un-e-écrivain-e- public, des animations pour enfants, un large choix de cours de français.

Les débuts de la bibliothèque numérique et ses nombreux questionnements - diversité garantie des documents, accessibilité sur des supports utilisables par toutes et tous, possibilité de consulter les documents numériques en toute fluidité – permettent d'envisager une des composantes du futur de l'information et des bibliothèques en partie dématérialisées. Mais il ne faut pas oublier que le numérique fait aujourd'hui l'objet d'intenses luttes commerciales et que les accès à l'information et aux contenus culturels sur le web tendent à se monnayer au prix fort ou à grand renforts de publicités. Il s'agit de veiller à maintenir, dans cet environnement, l'accès à toutes et tous. Alors oui, les contraintes budgétaires se font sentir ; dans certains pays comme la Grande-Bretagne, certaines communes ferment leurs bibliothèques. La question est, que voulons-nous pour la société de demain ? Une société de privilèges où la culture et l'information deviendront le pré carré des nantis, ou une société de partage où la culture et l'information de qualité resteront le bien commun de toutes et tous ?

UN CHOCOLAT ? NON, PLUTÔT UN BOUQUIN

GABRIEL DE MONTMOLLIN
PRÉSIDENT DU CERCLE DE LA LIBRAIRIE
ET DE L'EDITION GENÈVE

Comment se porte le livre ? Plutôt bien. Le caractère formateur de la lecture et le plaisir de lire ne sont nullement remis en question. Par contre, les librairies, agents culturels forts mais aussi acteurs commerciaux, pâtissent d'un modèle économique qui ne valorise pas leur singularité et ne rétribue pas à sa juste valeur leur plus-value pour la collectivité.

Un cadeau : le livre !

Dans un sondage réalisé par L'Hebdo sur les habitudes culturelles des Romands en 2012, 21% considéraient que la lecture est l'activité la plus importante devant la TV (19%), la musique (14%) et le cinéma 11%). Dans le même ordre d'idée, c'est le livre qui en 2012 vient en tête des cadeaux offerts à Noël en France, comme l'indique un sondage reproduit par Le Nouvel Observateur, devant les chèques, les voyages, les vêtements, le chocolat ou les produits de beauté. Contrairement à de nombreuses idées reçues, notamment celles qui prétendent qu'internet et l'image sont en train de tuer le livre, ce dernier ne se porte donc pas si mal, et pas seulement comme produit imaginaire dans la tête des sondés : 72% des Romands ont lu un livre pour leur plaisir entre mai 2011 et avril 2012, et plus de 80% se sont rendus physiquement chez un libraire pour l'acquérir.

La librairie une entreprise comme une autre ?

Pourtant, les librairies vont mal en Suisse et à Genève. Plus d'un tiers d'entre elles ont disparu en Romandie depuis 10 ans, abandonnant des clients à la tentation d'autres produits culturels. Comme l'observent en effet les professionnels chevronnés, quand une enseigne ferme, la majorité de ses habitué-e-s ne se dirige pas sur une autre librairie et perd ainsi des habitudes de lecture. C'est dire l'importance de maintenir le mieux possible un tissu dense de librairies pour garder vivace l'habitude des plaisirs de lire qui disparait quand meurent les points de ralliement. Mais pourquoi ces trépas alors que le livre surfe sur le sommet des sondages ?

Le modèle économique d'une librairie est compliqué. Les marges bénéficiaires dégagées par une enseigne de taille moyenne sont très faibles, environ 2% du chiffre d'affaire. Surviennent des mutations importantes sur le marché tels l'irruption d'un acteur aux pratiques commerciales agressives ou un affaiblissement brutal de l'euro par rapport au franc suisse, et c'est une inversion de la marge qui oblige à économiser sur les frais variables, en l'occurrence les dépenses promotionnelles et l'organisation d'événements. D'où une perte de visibilité et l'impression fausse que le libraire n'a plus le dynamisme minimum d'une entreprise digne de ce nom.

Des collectivités publiques qui s'engagent

En France, Belgique et au Canada, les collectivités publiques soutiennent des librairies en créant des labels de qualité assortis de soutiens financiers circonstanciels. L'exemple francophone peut inspirer des initiatives similaires en Suisse. Actuellement, une réflexion entre la Ville et le Canton de Genève et les professionnels du livre est en train d'aboutir sur un projet d'attribuer un label de qualité aux librairies et de soutenir financièrement leurs projets de manifestations. Celles-ci permettent de rappeler aux Genevois que ce qu'ils préfèrent à la TV, à la Musique ou au Cinéma est disponible à deux pas de chez eux, à côté de l'agence de voyage, de la boutique de mode ou du confiseur.

POUR UNE POLITIQUE DU LIVRE

MANUEL TORNARE
CONSEILLER NATIONAL

Faut-il réglementer le prix du livre ? Ce débat a animé le législateur fédéral pendant sept ans. La loi suggérée naguère par Jean-Philippe Maitre est passée à la trappe. En mars 2012, la population suisse a dit « non », sans appel, par 56.1% des voix. La fracture entre opposants et partisans a longé la « barrière de rösti », puisque les cantons alémaniques ont rejeté ce texte, tandis que tous les cantons romands l'ont très nettement approuvé.

Le juste prix du livre

Cela s'explique par le fait qu'il y a de grandes différences entre les régions sur l'approvisionnement et le nombre de librairies et la chaîne de production. Le fait qu'un taux de change excessif frappe les ouvrages importés de France a certainement joué un rôle. Le succès du projet dans tous les cantons francophones montre surtout l'inquiétude d'une majorité de la population face à la disparition des librairies et aux prix qui sont jusqu'à 40% supérieurs à ceux en France.

Les regards se tournent maintenant vers la Commission de la concurrence (Comco). Cette dernière a ouvert, en 2008, une enquête sur les entraves au libre marché du livre en Suisse romande, qu'elle avait suspendue en prévision de la votation. La Comco examine si les représentants en Suisse des maisons d'édition françaises occupent une position dominante en matière de prix. En effet, les diffuseurs importent des livres auxquels ils fixent des prix nettement plus élevés que ceux pratiqués sur le marché français. Il pourrait s'agir par conséquent de prix abusifs au sens de la loi sur les cartels. La décision de la Comco, qui va tomber ces prochaines semaines, risque de faire pression sur les prix des livres en Suisse romande.

Des propositions concrètes

Il sied d'élaborer des pistes pour encourager la scène littéraire suisse. De manière générale, les données concernant le marché du livre manquent, tant sur le système de diffusion, les maisons d'éditions, les librairies ou le rôle du commerce électronique. Or, pour développer des mesures d'encouragement en faveur de la place littéraire suisse, il est important de se fonder sur des chiffres réels.

Les pouvoirs publics doivent prendre des mesures pour encourager ce secteur culturel, en complément aux efforts déployés par les libraires et les créateurs littéraires. On pourrait ainsi penser à développer des prix littéraires, des ouvrages de commandes, des éditions cofinancées, au financement d'ateliers d'artistes, ou à des programmes scolaires. L'idée d'introduire une rémunération au titre du prêt en bibliothèque (*tantième des bibliothèques*) est fréquemment revenue sur la table lors des discussions au parlement. Une fondation romande pour le livre qui a comme but la promotion des auteurs suisses d'expression francophone et le soutien coordonné aux auteurs, éditeurs et libraires indépendants est également une idée prometteuse pour s'attaquer aux défis que traverse le secteur du livre.

Pour une action régionale concertée

S'il y a unanimité sur le fait que le livre est un bien culturel particulier et non pas un simple produit de consommation, il faut réfléchir à une véritable politique du livre tendant à maintenir et à développer cet objet fondamental. Le résultat du 11 mars a douché tout espoir d'une régulation nationale. La discussion autour d'une politique du livre coordonnée doit se faire à l'échelle de notre région, entre acteurs politiques et professionnels, et entre collectivités publiques, cantons et villes de Suisse romande.

DES JOURNALISTES SOUS PRESSE

DOMINIQUE DISERENS
DOCTEUR EN DROIT,
SECRÉTAIRE CENTRALE D'IMPRESSUM

La presse vit des restructurations à répétition. Pendant ce temps, il y a les journalistes licencié-e-s qui peinent à retrouver un emploi dans le secteur et il y a ceux et celles qui restent et qui sont pressé-e-s comme des citrons. Lors des vagues de licenciements collectifs qui s'étaient déroulés en 2009/2010 en Suisse romande, on avait compté que les effectifs des rédactions s'étaient réduits d'un cinquième sans que ne baisse dans la même mesure la pagination des titres. D'où une pénibilité accrue pour les journalistes, de plus longues journées, davantage de stress. La solidarité avec les journalistes s'impose.

Licenciements collectifs

Les difficultés économiques que rencontrent les journaux reprennent ; il s'ensuit des licenciements économiques. Le Temps a procédé en décembre à un tel licenciement collectif. A l'Express l'Impartial, l'éditeur veut économiser 1 million Frs; on ne sait encore si des emplois seront en jeu. 2013 s'ouvre sur des perspectives difficiles.

C'est dans ce climat économique tendu que Médias Suisses, organe faîtier des éditeurs en Suisse romande, a choisi de résilier en décembre la CCT passée avec impressum. La manière dont cela s'est fait résonne comme une rupture : plutôt que de discuter au préalable avec le partenaire social et de chercher ensemble des solutions, ce qu'impressum a toujours fait avec succès, les éditeurs préfèrent froidement résilier la CCT faisant peser d'autant plus fort l'épée de Damoclès sur la tête des journalistes, soit le vide conventionnel comme le connaissent les collègues suisses-alémaniques depuis 8 ans. Cet acte sec et froid de résiliation est d'autant plus incompréhensible que le partenariat social est décisif dans une période de crise et aide à trouver des solutions, en minimisant la casse. Les éditeurs évoquent les difficultés économiques pour justifier cette résiliation et entendent revoir le barème des minima que connaît la CCT. Même si les éditeurs se veulent rassurants (p.ex. ils disent ne pas vouloir toucher aux salaires nominaux ou ne pas vouloir de dumping salarial), le signal est mauvais pour les journalistes. Alors que la pression est forte déjà sur eux, que la qualité est en jeu, les éditeurs font ainsi pression sur les salaires.

Toujours plus compétent-e-s toujours plus précaires

Or, les salaires ne sont pas des plus mirifiques dans le secteur. Faut-il le signaler, les journalistes sont de mieux en mieux formé-e-s, les exigences se multiplient. Heureusement qu'il y a ce barème des minimas pour faire évoluer les salaires, sinon certains n'auraient pas été adaptés depuis 10 ans au moins. Le barème tient compte des années RP, donc de la carrière, de la formation, de l'expérience, comme critères de fixation des salaires. Comme cela s'entend, il ne s'agit que de minima, les salaires pouvant être ajustés selon d'autres critères encore. Les dernières révisions de la CCT, en 2000 et en 2006, ont fait baisser drastiquement les espérances d'augmentation de revenus pour toute la carrière des journalistes. Ces salaires, selon ce barème, sont inférieurs à ceux d'un-e professeur-e de gymnase, alors que la mission d'information du journaliste est fondamentale pour le fonctionnement d'une démocratie.

Solidarité avec les journalistes

Le journalisme de qualité a un prix. Baisser les salaires nuit directement à la qualité. Les conditions de travail des journalistes, déjà difficiles, doivent être maintenues, voire améliorées, avec, par exemple, l'introduction d'une semaine de vacances supplémentaire, d'un congé parental digne de ce nom, ou encore une vraie rétribution pour les heures supplémentaires, de véritables compensations pour le travail de nuit et le dimanche. Sans compter de véritables gardes-fous pour assurer le respect de la CCT pour les Libres. Voilà les enjeux de ces négociations qui se dérouleront en 2013. Les journalistes ont déjà montré leur mécontentement et ont exprimé par de multiples actions le 11 décembre 2012 dans toute la Suisse romande que pour eux cette résiliation est une agression. Ils ont par ailleurs demandé aux éditeurs de revenir sur leur décision de résilier la CCT. Ces négociations seront ponctuées d'actions d'impressum et des journalistes.

Les journalistes seront heureux de pouvoir compter sur un soutien le plus large possible de tous les lecteurs citoyens pour qui une information de qualité est centrale dans notre société pour le bon fonctionnement de la démocratie.

LIRE, C'EST (AUSSI) NE PAS SE RÉSIGNER !

LILIANE MAURY PASQUIER,
CONSEILLÈRE AUX ÉTATS,
MEMBRE DE LA COMMISSION DE LA SCIENCE,
DE L'ÉDUCATION ET DE LA CULTURE

Une petite fille à grosse lunette adorait lire. Devenue conseillère aux Etats, la passion et l'amour des livres est demeurée intacte. Le monde enchanteur des livres s'est enrichi de dimensions politiques, sociales, philosophiques, et l'écriture a pris le relais, pour soutenir un engagement de vie rempli d'action et d'émotions.

Myope et amoureuse

J'aime lire, passionnément, depuis le temps où j'étais une petite fille à grosses lunettes. La petite fille a grandi, les lunettes se sont amincies – grâce au traitement amaigrissant des verres optiques plutôt qu'à un déclin miraculeux de ma myopie –, l'amour de la lecture est resté. Et, au-delà, l'amour du livre. J'aime l'objet livre, sa façon d'être tout en lettres, son odeur d'encre et de papier, sa consistance, de la couverture plus ou moins souple aux pages plus ou moins râpeuses, qui n'inspirent pas les mêmes rêveries (non, je ne lis pas – encore ? – d'e-books). A lui seul, le livre raconte une partie de l'histoire : sa texture en rajoute au texte. En vacances, je lis des romans, qui sont ensuite tachés de sable, de curry ou de neige – d'autant que je les passe volontiers à d'autres – racontant aussi mon histoire. Je suis ravie d'aimer un livre, j'ai envie de le terminer vite mais je suis déçue, à la fin, que la dernière page se tourne : une passion, je vous dis !

De la lecture à l'écriture

Pourtant, lire, pour moi, c'est tout sauf vivre dans un monde de rêves, en dehors de la réalité. Ainsi, le livre, s'il est objet d'affection personnelle, l'est aussi de cohésion sociale, rassembleur et ouvert à tou-te-s, qu'il faut défendre en politique. Vecteur de notre histoire, de notre patrimoine et de notre culture commune ou porteur de l'histoire, du patrimoine et de la culture de l'autre, le livre n'est pas un objet de consommation comme les autres ! En politique, justement, je dévore aussi, mais plutôt des articles, des dossiers, des courriers... J'écris également : une forme de contrepartie à ce que je reçois de la lecture. Une façon de faire, à mon tour, modestement, danser les mots comme j'ai aimé les voir danser. L'écriture d'une intervention, d'un discours ou d'un article, c'est bien sûr un outil au service d'idées. Mais je prends un plaisir artistique à manier cet outil et à ciseler mes phrases.

De la parole aux livres

L'écriture et la lecture offrent un temps de recul et de réflexion par rapport aux échanges oraux, qui souvent claquent dans les débats. Ecrire me permet aussi de dire ce que je fais, pour en retour écouter ce que les habitant-e-s de Genève attendent de moi.
En particulier l'écriture plus personnelle, comme celle des chroniques tenues jusqu'il y a peu avec Maria Roth-Bernasconi sur le site des Quotidiennes. D'autant plus qu'en est né un livre (*Chambre à part*, aux Editions Slatkine, 2011). En formant un bouquet de nos textes jusque là éparpillés sur la toile, le passage au papier leur a donné une cohérence et un accès facile à tou-te-s, ce qui a nourri les échanges. Je me souviens de cette lectrice qui me confiait avoir rouvert *Chambre à part* avec grand plaisir. Aurait-elle (re)lu nos chroniques, comme ça, en passant, par hasard, si elle avait dû pour cela s'en aller surfer sur le net ? Rien n'est moins sûr. Ce que ce livre aura donc permis, c'est de faire entrer dans la chambre à coucher de lectrices et de lecteurs – parmi lesquel-le-s, sans doute, pas mal de militant-e-s – un peu de l'intimité des chambres fédérales. De partager notre regard sur l'actualité nationale pour susciter, je l'espère, des émotions, des réactions, voire des actions.

Car lire, écrire et s'engager se ressemblent beaucoup, au final : Il s'agit, dans tous ces cas-là, de ne pas se résigner à la vie telle qu'on nous la dit ; car, comme le chante Alain Souchon dans *Foule sentimentale* : « on nous fait croire que le bonheur c'est d'avoir.... », mais de gratter un peu de temps libre / du papier / là où ça fait mal pour, peu à peu, changer le monde. Le rêver, le créer, le façonner autrement... et faire cela ensemble.

LE LIVRE ÉLECTRONIQUE OU L'ILLUSION DE LA LECTURE

ROMAIN KULL
BIBLIOTHÉCAIRE

C'est une révolution, le livre est appelé à mourir, prédisent les nouveaux adeptes du darwinisme high-tech. Ce fameux débat anime les conversations de bistros où les pro-livres passent pour des conservateurs qui n'ont rien compris aux bienfaits du modernisme. Controverse futile que l'on retrouve souvent dès que l'on touche aux nouveaux gadgets multimédia : Iphone ou Samsung, Mac ou PC, etc. Qui sont les bénéficiaires de ces débats ? Pourquoi devons-nous parler de la fin du livre alors que la seule question qui devrait nous mobiliser est : que lisons-nous ?

Pour un plaisir des sens

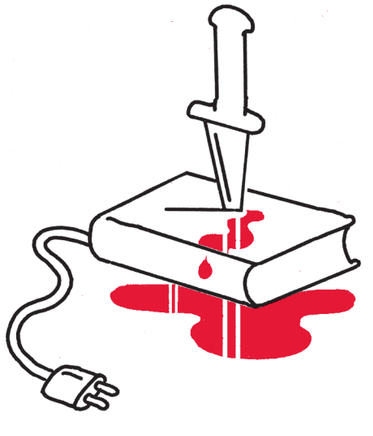
Google, Amazon, Apple ont besoin d'adeptes leur servant de VRP, ceci afin de vendre des tablettes et des applications. La lecture reléguée à un outil, à une « appli » qui renforce l'hégémonie des grands groupes rêvant de monopole et de culture mondialisée rentable. La mort du CD a été leur première victoire, où le plus important est le nombre de titres que chacun possède sur son smartphone et non la qualité de l'écoute, la découverte. Au niveau du livre, ceci rappelle cette image d'Epinal de la bourgeoisie s'offrant un mur complet des œuvres de la pléiade afin de montrer sa culture. L'important n'est plus la lecture mais le paraître, montrer qu'on a téléchargé 5'000 titres. Le livre a connu deux révolutions notables, l'imprimerie au 15e siècle et le livre de poche dans les années 50. Seuls ces deux moments historiques ont permis la démocratisation de la lecture. Bien sûr, l'outil numérique est un progrès au niveau du livre scientifique et encyclopédique. Un savoir rapide, actualisé et facilement accessible. Effectivement pour ces documents le livre est mal adapté, trop petit, mal conçu. Mais le livre plaisir, le livre découverte, ne va par mourir, car il touche à l'émotion, Il exacerbe nos sens par le toucher et la vue. Comme le cinéma ou les spectacles vivants, ils savent nous transmettre des émotions que nous ne retrouvons jamais derrière un ordinateur.

Livres prétextes du lien

Nos bibliothèques nous racontent, nous définissent et favorisent l'échange avec autrui. Invités dans l'univers de l'autre, nous pouvons nous comparer à lui et avec curiosité échanger nos goûts, parler de ce voyage intérieur qu'est la lecture. La lecture devrait être le centre de ce débat, le plaisir de l'objet, du souvenir, des heures d'amour que nous avons passé avec un auteur et son univers. La beauté d'un livre d'art ou d'une BD que nous prenons plaisir à ressortir de nos bibliothèques pour simplement tourner quelques pages en rêvassant. La lenteur, le temps, le plaisir : pouvons-nous ressentir ceci en ouvrant un fichier qui est semblable à n'importe quel autre? Qu'en est-il alors des images de lecture et des lieux où nous avons trituré dans tous les sens les pages de notre boulquin ? Ce voyage dans le voyage ! Sans parler, du plaisir de retrouver au cœur d'une page des grains de sable oubliés...

Pour une mort du livre électronique

Le rapt numérique met en péril la diversité culturelle portée par les éditeurs et soutenue par les librairies indépendantes ainsi que les bibliothèques. Le chiffre des ventes ou le nombre n'est pas une donnée valable, car le plaisir, la qualité n'est pas quantifiable. Et si cette diversité meurt, c'est la fin de la culture et la victoire du commerce. Arrêtons donc ce débat futile servant à enrichir les grands groupes et proclamons la mort du livre électronique. Et toi lecteur sors de chez toi, marche jusqu'à une libraire indépendante et prends le temps du plaisir.



A : *Consommer sans modération. Le livre ne nuit pas à la santé*

BIBLIOTHÈQUES *: Espace gratuit et confortable accessible à toutes et tous où la lecture et l'emprunt de biens culturels échappent aux lois du marchés.*

BOUTIQUE LACOSTE *: Ex-librairie Descombes. C'est combien de livres pour un polo branché ?*

CHAÎNE *: Du livre. Un petit peu d'huile, ça tourne mieux et les rendements sont meilleurs. On s'engage.*

CCT *: Convention collective de travail. Résiliée par Médias suisses fin 2012. Un journaliste sans CCT, c'est comme une plume avec de l'encre sèche.*

CULTURE *: Je t'écris comment ?*

DIFFUSEURS *: Dans le collimateur de la COMCO. Ce qui ne fait les affaires de personne.*

ECONOMIE *: Créative ! Un Dicker, une Sylviane Dupuis, un Haldas, une Ella Maillard, un Starobinski, une Safonoff, ça rapporte combien à Genève ?*

ECRITS *: « Les paroles s'envolent, les écrits restent. » Mais les twitts s'effacent, désormais.*

FACEBOOK *: On a jamais autant écrit. ...Quand transcrire des onomatopées c'est écrire, la littérature, c'est LOL ?*

FUREUR *: De lire. Un an sur deux en octobre. Le thème cette année : l'utopie. Si ça fait pas rêver ça...*

GRATUITÉ *: Le temps de lire est un temps volé au marché.*

GRISÉLIDIS *: Une putain d'écrivain qui ne pouvait garder sa langue dans sa poche.*

IMPRIMER *: Lat.imprimere, laisser une trace. Quelles empreintes nous laissera le plastique numérique ?*

LIBRAIRES *: Militant-e-s payé-e-s au rabais pour faire un travail d'intérêt général.*

LIBRAIRIES *: Vitrines du livre, musées vivants, fonctionnent sans subventions.*

LITTÉRATURE *: Et si Genève ouvrait un nouveau chapitre?*

NUMÉRIQUE *: Tu te souviens du dernier livre que tu as lu ?*

LIVRE PAPIER *: Odeur, touché, saveur : objet de sens.*

POÉSIE *: En Ville, à la campagne, au lit, en l'air, à deux ou solitaire.*

PRESSE *: En dessous des 8% de rentabilité, Le Temps vire ses employés pour assurer les profits. Il y a -t-il encore un intérêt supérieur à l'intérêt ?*

PRODUIT *: D'intérêt général, suspect.*

ROUSSEAU *: Eu une brève carrière d'écrivain genevois avant d'être une icône médiatique*

SINGE *: L'opposition du pouce et de l'indexe est notre singularité d'espèce. Elle disparaît sur IPad pour servir à zoomer.*

TYPO *: Graphie. Dis-moi comment tu écris, je te dirai qui tu es.*

YEUX *: Bien ouverts. Je mets mon écran sur ON pour lire une berceuse à mon fils. Il dit : on joue à Crazy Birds ?*

ZZZZZZZZZ *: J'ai corné mon i-pad mis un marque-page à mon mac et soufflé la bougie.*

ABCDESLIVRES

CAUSES COMMUNES

PS